ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES

Vendredi

Supplément au n°194 - 1er cahier - Samedi 3 juillet 1993



LE DEVOIR D'AUDACE

La procédure était inédite. Comment allait-elle tourner ? En pénétrant hier matin à Eurexpo de Chassieu, les membres de la direction du PS ne pouvaient dissimuler quelques légitimes inquiétudes sur ces trois jours d'Etats généraux. Des dérapages spectaculaires ou une faible mobilisation pouvaient oblitérer la suite du processus, à savoir le congrès constituant d'octobre et les assises de la transformation sociale au début de l'année prochaine.

Après quelques heures de débat, ils pouvaient être rassurés. "La participation dépasse toutes nos espérances, soulignait Jean Glavany. La moyenne d'âge est plus jeune et la féminisation plus forte. Il y a beaucoup de convivialité dans les débats. Cette première journée a montré que le PS était encore bien vivant. Et tourné vers l'avenir. Le débat sur le bilan de la gauche au pouvoir, qui avait suscité des discussions passionnées et souvent amères dans les fédérations, n'a pas été le plus prisé par les délégués. Comme si les socialistes, après une période de défoulement bien compréhensible, avaient finalement décidé de tourner la page. Et, du coup, la commission sur le projet a siégé de manière interminable, montrant que les militants et les sympathisants n'étaient pas à court d'idées pour l'avenir et conservaient leurs convictions intactes. De même, les débats sur le Parti n'ont pas donné lieu à des affrontements meurtriers. Si la question des courants et du mode de désignation des membres du comité directeur n'est pas tranchée, les termes du problème ont été posés avec sérénité et esprit d'ouverture. Quant à l'approche de la stratégie, elle s'est révélée moins manichéenne qu'on pouvait le craindre. Bref, du travail des cinq commissions s'est dégagée une tonalité un peu plus équilibrée et positive que celle qui avait prévalu dans les fédérations. "L'exercice est bien parti, estimait Jean Glavany. Au terme de cette journée, nous avons tout lieu d'être satisfaits." Et si, malgré la chaleur ambiante, ces Etats généraux étaient un appel d'air pour les socialistes ? Une tendance qui ne demande qu'a être confirmée aujourd'hui et demain.

Fondation Jean-Jaurès

MÂCON
Une Ville à Vivre

Au sud de la Bourgogne, venez goûter

L'ÉTÉ FRAPPÉ!
MORDEZ LA VILLE À PLEINES DENTS !

MARDI 13 JUILLET

Opération Archimède :
20 h 30 au centre nautique
Concours de baignoires :
- compétition d'esthétique
- concours de maniabilité
- arrivée esplanade Lamartine.

Feu d'artifice :
23 h esplanade Lamartine

SAMEDI 31 JUILLET

Zic Zazou :
21 h à la piscine municipale
Drôles, toniques, vous n'échapperez pas au swing de ces dix allumés !

VENDREDI 6 AOUT

Macadam Phénomènes :
20 h 30 place Saint-Pierre

VENDREDI 13 AOUT

Macrobaties :
20 h 30 place Saint-Pierre
Clown et magicien, comédien et acrobate.

Concert symphonique :
21 h 30 CIFP
avec A.-M. Nicolas, violoniste. Grand Prix Tchaïkowsky de Moscou et l'Ensemble orchestral de la ville de Mâcon.

VENDREDI 20 AOUT

La Princesse d'Elide :
21h 30 CIFP
Comédie de Molière.



PROGRAMME COMPLET
À L'OFFICE DU TOURISME
DE MACON
☎ 85.39.71.37

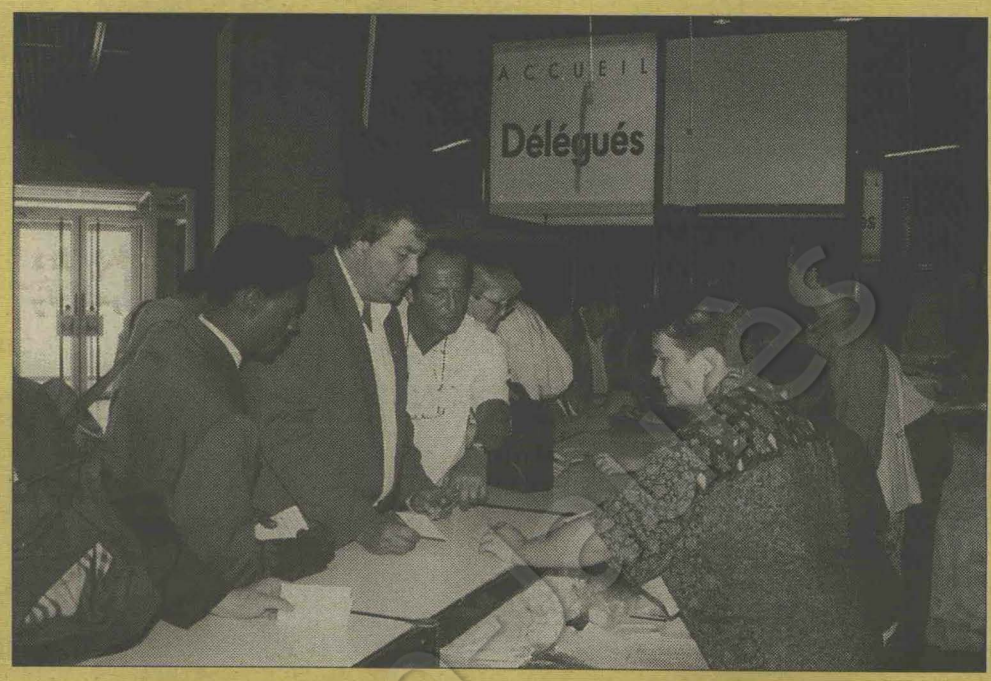
RADIOS TROTTOIRS

MICHEL, ADHERENT (82).

Mon espoir ?
Que les Etats généraux
secouent les structures.
Ce qui me semble
important, plus encore
que le quota de femmes,
c'est un quota d'énarques.
Les experts,
nous en avons marre !
Assez de ceux qui savent
tout, ont tout compris,
et qui ne cessent
de se planter !

GISELE, SYMPATHISANTE (24).

J'espère
que nous allons fonctionner
idéologiquement,
nous affirmer
clairement à gauche,
retrouver nos racines,
nos valeurs sociales,
syndicales.
Les valeurs de gauche ?
La conscience politique,
l'engagement pour
des conquêtes sociales,
l'antiracisme, donc la lutte
contre les lois Pasqua.
Nous avons fait
des tas de choses bien
mais nous n'ayons pas su
les expliquer.
Où avons-nous échoué ?
Dans notre politique sociale :
les cadres moyens
ont été très touchés,
nous ne nous en sommes
pas assez préoccupés.
Et puis, il y a le chômage,
je crois qu'il ne peut
être réglé
qu'à l'échelle mondiale.



ROBERT, SYMPATHISANT (75).

Je n'aime pas le terme
de sympathisant.
Je suis un militant
non encarté au PS.
Il y a des tas d'endroits
où l'on peut militer
ailleurs qu'au PS.
J'ai profité de la possibilité
offerte aux non-militants
du PS de venir ici.
Au début, ma démarche
était protestataire :
j'avais des critiques à faire
sur le bilan. J'ai évolué depuis.
Je pense aujourd'hui
que la critique du bilan
n'est plus à faire par les
militants du PS eux-mêmes.
Je peux apporter autre chose :
la liaison avec les associations,
les syndicats.
C'est important,
car il faut recoller le PS
avec la réalité
du pays de gauche dont
il est prétenduement issu.
Il y a une coupure
entre les militants de base
et ceux qui sont devenus
des professionnels
de la politique.
Le PS a reproduit la division
taylorienne du travail.
Si on refuse l'une,
il faut refuser l'autre,
ou, du moins, l'aménager.

REMY, ADHERENT (08).

J'aurai vingt ans
dans trois jours.
Je suis venu parce que
je craignais qu'il n'y ait pas
beaucoup de jeunes.
Or, nous n'avons pas
la même culture, la même
vision que les plus âgés.
La laïcité, par exemple.
Avant, les militants étaient
surtout anticatholiques et,
à ce titre, ils voulaient
préserver la laïcité.
Nous, nous acceptons
toutes les idées religieuses,
mais nous sommes laïcs :
notre tolérance est active.
Le premier réflexe,
quand arrive une crise,
est de revenir aux idéaux
de la Révolution française :
liberté, égalité, fraternité.
Mais ces idéaux prennent
un autre sens. La fraternité
est un idéal, pas la solidarité.
Celle-ci est nécessaire,
mais chaque citoyen devrait
chercher à transformer
la solidarité en fraternité :
aller vers quelqu'un
en se présentant
comme son égal.

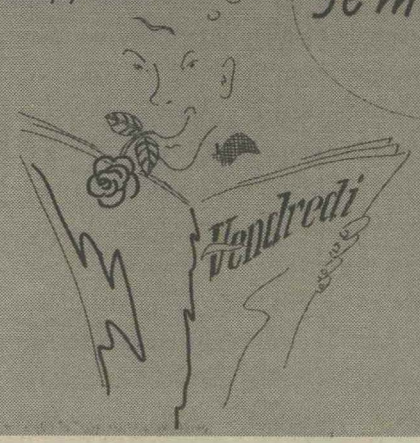
MATHILDE, INVITEE (78).

Je suis venue pour montrer
qu'il y a une mobilisation
importante,
que les Etats généraux
motivent les jeunes
générations,
que nous ne ressentons pas
le PS comme
un appareil dépassé.
Il me semble que la gauche
n'a pas su s'adapter,
renouveler ses valeurs.
Certaines de ses idées
sont devenues obsolètes.
Il faut savoir évoluer, changer.
Mais changer, c'est bien !
Nos valeurs aujourd'hui ?
La solidarité, l'entraide,
la démocratie.

"Vendredi"
Abonnement 1 an : **270 F**
DOM-TOM / CE : **400 F**
Autres pays : **600 F**

Je m'abonne

"Vendredi" + "Vendredi-Idées"
Abonnement 1 an : **350 F**
DOM-TOM / CE : **500 F**
Autres pays : **700 F**



Nom .....
.....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

A renvoyer à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande-adresse.

PREMIERE MATINEE DES ETATS GENERAUX

NOUS AVONS UN DEVOIR D'AUDACE. OSONS IMAGINER !

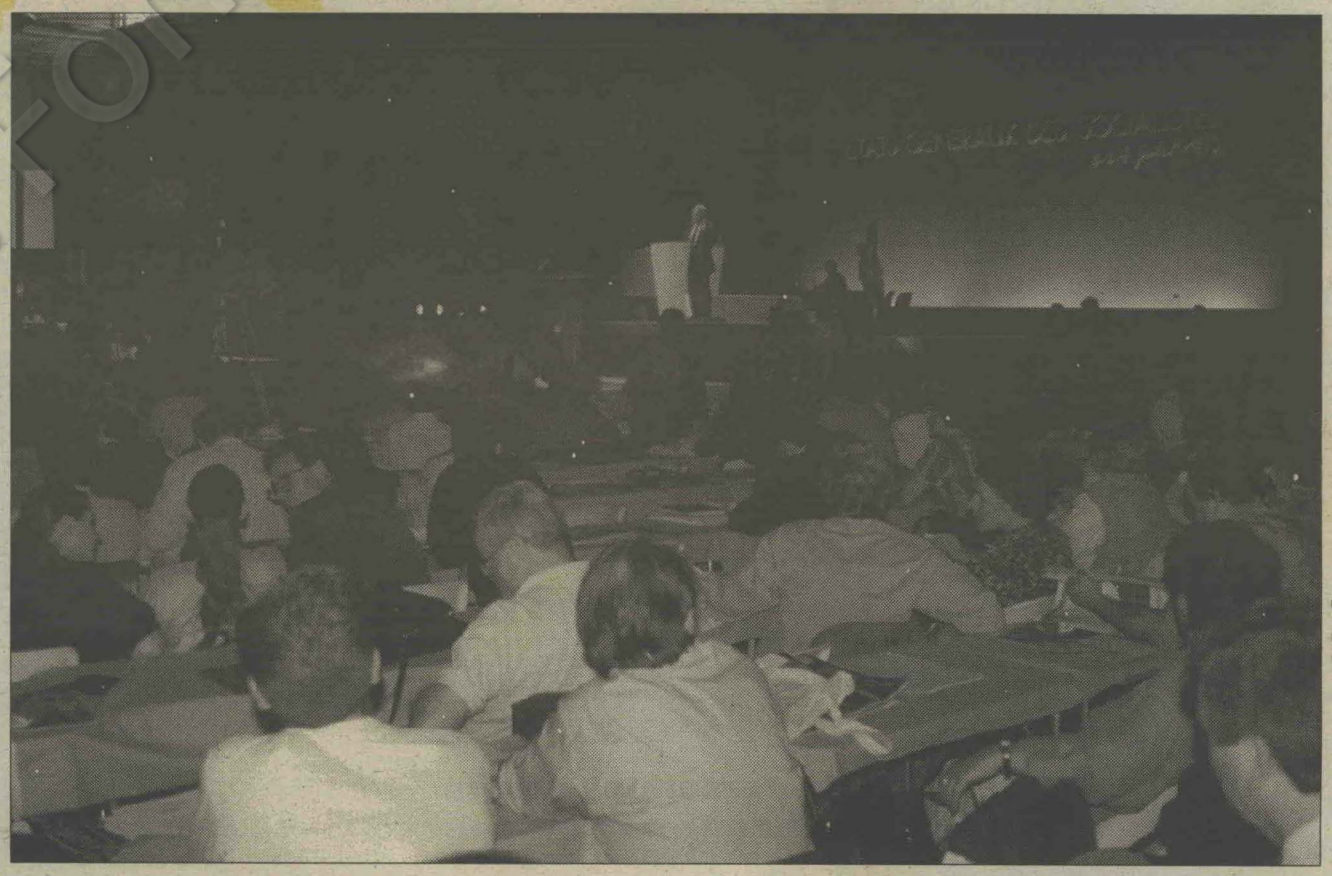
"Que les Etats généraux, comme les semaines qui les ont précédés, soient le temps de la parole retrouvée, libre et responsable". Tel fut le vœu exprimé par Yvon Deschamps, premier secrétaire fédéral du Rhône, en ouvrant la première séance.

Il était alors un peu plus de 11 heures, vendredi. Les 6.400 mètres[2] du hall 6 d'Eurexpo se remplissaient très vite. Les 2.826 délégués prenaient place, ainsi que les quelque 1.200 invités, lorsque Jean-Marc Ayrault, président de séance, donna la parole à Michel Rocard qui déclara d'emblée : "Nous avons trois jours devant nous pour réussir, pour donner à ce rassemblement inédit un sens clair, celui de notre renaissance, renaissance aux idées, renaissance aux combats, renaissance à la vie politique tout simplement" et rendait aussitôt hommage à Pierre Bérégovoy, dont il déplorait "l'irrémédiable absence".

Le président de la direction du PS précisait alors le sens de la démarche que représentent les Etats généraux : "Etats généraux, cela veut dire que le peuple s'exprime. Eh bien, le peuple socialiste est là : c'est vous qu'il a délégué pour le représenter. Vous avez la parole et vous seuls. Etats généraux, cela veut dire aussi que l'événement prime sur l'institution. Il n'y aura pas, au long de ces trois jours, la parole souveraine de la direction, mais bien plutôt une expression nouvelle, la vôtre, qui n'a pas d'autre limite que celle du temps imparti."

En ouvrant les Etats généraux du Parti socialiste, Michel Rocard a donné le ton. Celui de l'enthousiasme et de l'imagination nécessaires : "Soyons les Etats généraux de l'imagination, les Etats généraux de l'utopie concrète."

Quant au contenu de cette démarche, Michel Rocard a appelé vivement les participants à la lucidité et à l'imagination. "Si le suffrage universel nous a retiré sa confiance, leur a-t-il déclaré, ce n'est pas seulement parce que la gauche a parfois oublié d'être elle-même. C'est peut-être surtout parce que le monde a changé et que nous, la tête dans le guidon, n'avons pas changé au même rythme : changé nos analyses, changé nos propositions, sans céder en rien sur nos principes démocratiques. Nous devons à nouveau comprendre le monde pour lui inventer l'avenir. (...) C'est pourquoi je ne vois pour ces Etats généraux des socialistes qu'un seul mot d'ordre que je propose à chacun d'entre nous : imaginons."



Et Michel Rocard de poursuivre : "Le monde d'aujourd'hui est en récession, mais il est durablement en mutation. Partout, les déréglements l'emportent (...) et le socialisme lui-même n'échappe pas à la crise. Une solution, mes amis : de l'audace ! Nous avons un devoir d'audace. Osons imaginer !

Il faut penser le monde pour changer le monde. Pour en trouver la force, il faut se donner des images de l'avenir, il faut assez d'attention passionnée, assez de désir pour savoir discerner dans le vieil aujourd'hui le meilleur des demains possible. Alors, amis, camarades, imaginez ! Soyons les Etats généraux de l'imagination, les Etats généraux de l'utopie concrète."

Après que François Lecat, délégué de l'Allier, eut demandé, au nom de sa fédération, que les Etats généraux décident eux-mêmes, en séance pleinière, du déroulement de leurs travaux, le dernier intervenant de la matinée fut Claude Estier. Le président du groupe de travail des Etats généraux décrivit tout d'abord le travail préparatoire effectué à tous les niveaux : "L'idée de départ était de donner la parole à ce qu'il est convenu d'appeler la base" et souleva les applaudissements de la salle en appelant aux combats de l'heure : le refus de toute discrimination à l'égard des étrangers, la défense de l'enseignement public, contre les privatisations.

Un peu plus tard, les applaudissements des Etats généraux interrompaient le président du groupe socialiste au Sénat lorsqu'il indiquait : "La très grande majorité d'entre vous souhaite que notre Parti, rénové, garde son nom de Parti socialiste lié à toute l'histoire du mouvement ouvrier." Et Claude Estier conclut : "Ces Etats généraux sont observés de près en France et à l'étranger. Ils sont l'occasion de démontrer que les socialistes ont surmonté le choc de la défaite électorale, qu'ils sont prêts à de nouvelles batailles en ayant tiré les leçons du passé et en ayant retrouvé confiance en l'avenir."

J.G.



GUILBERT PROPRETÉ

HYGIENE - MAINTENANCE
NETTOYAGE

ETS GUILBERT PRO-PRETE

• 134, avenue H.-Barbusse - 93140 BONDY
Tél. : 48 47 14 02 - Fax : 48 48 50 99

ENTRETIEN DE TOUS VOS LOCAUX

- Bureaux
- Magasins
- Parties communes d'immeubles
- Voirie communale et privée
- Nettoyage des vitres
- Rabotage - Vitrifications de parquets
- Service poubelles d'immeubles
- Débouchage, désinfection de vide-ordures
- Enlèvement des emballages et objets encombrants
- Dépoussiérage des parkings en sous-sol
- Shampooing moquettes et tentures murales
- Rénovations des canapés et fauteuils

Un personnel adapté à chaque nettoyage.

Marque professionnelle

Revue de presse

Métaphore médico-psychologique ou variation sur la renaissance dans la presse quotidienne pour cette ouverture des Etats généraux. "La Croix" n'opte ni pour Jésus ni pour Marx, mais pour Freud : "Les socialistes entrent en psychanalyse." André Glucksmann, dans le même numéro, affirme "qu'il y a un interdit qui pèse sur le PS." "Le Progrès de Lyon", constatant que "le PS joue son avenir", lui donne "trois jours pour ressusciter". Pour "Les Echos", "le PS entame la première étape d'une difficile rénovation". "Le Monde" fait le pont entre traitement et réincarnation avec son énigmatique "Les socialistes font le vide." Avec des tonalités différentes, les journaux suivent le même parcours : historique depuis la défaite de la gauche et le comité directeur qui a mis à la présidence du Parti Michel Rocard et politico-organisationnel avec les clivages entre scrutin proportionnel et majoritaire, maintien ou suppression des courants.

Si la question ne laisse pas indifférente France 3, la chaîne publique met en avant les participants : "La preuve par 4.000 que le PS bouge encore." Elle a décidé de suivre deux sympathisants, Frédéric et Marion, "motivés et studieux". Marion intervient dans la commission projet et Frédéric analyse la première journée : "Une grande liberté, le contrat est respecté. " France 3 ouvre sur le pari réussi de Michel Rocard, finit sur le jeu serré qu'il doit jouer et privilégie dans son discours l'avenir et la renaissance. Elle a choisi de ne faire parler que le président du PS et Pierre Mauroy. Revue des éléphants, en revanche, sur TF1, où défilent Laurent Fabius, Jean Poperen, Jean-Paul Huchon, Henri Emmanuelli et Jack Lang. Ton plus caustique et insistance sur les rapports difficiles entre les anciens courants pour la chaîne de Patrick Le Lay, qui passe un extrait du discours de Rocard fustigeant le masochisme. Les sympathisants, innovation de ces trois journées d'Etats généraux, sont, eux aussi, interpellés, mais leur parole est nettement plus critique. Un jeu de massacre symbolise ce conflit entre base et sommet. France 2 traite l'objet même de ces Etats généraux sans s'attarder sur les rapports de force politique internes. C'est le tour des "obscurs, des sans-grade" d'animer cette "mini-révolution culturelle". "Vaste leçon d'humilité pour les dirigeants", explique la chaîne, qui fait, elle aussi, le tour de quelques éléphants mais au travers d'un montage assez drôle : au lieu de tirades interprétatives, ce ne sont que laconiques, "J'écoute, je suis là pour écouter." Commentaire final d'Arlette Chabot : l'affluence, le caractère constructif des débats signe pour le PS l'amorce d'un réveil. Avec l'obligation, sous peine de discrédit, pour ses dirigeants, Rocard en tête, de répondre à ces attentes fortes.

B.C.

REFONDATIONS ET RENOVATIONS SOCIALISTES

Historien et politologue, Gérard Grunberg situe les Etats généraux dans l'histoire des refondations socialistes.

En quoi la refondation dans laquelle s'engage le PS est-elle différente de celles de 1920, 1944 et 1971 ?

Gérard Grunberg. Elle est différente de plusieurs points de vue. D'abord, même si c'est paradoxal par rapport à la gravité de l'échec électoral subi aux législatives, la situation est moins grave qu'elle n'était lors des refondations précédentes. A l'issue du congrès de Tours, la majorité des militants avait quitté le Parti pour rejoindre la IIIe Internationale et, parmi ceux qui restaient dans la vieille maison, seule l'hostilité commune aux vingt et une conditions de Lénine les rassemblait. En 1944, tout était à reconstruire. Le Parti avait disparu pendant la guerre avant de se reconstituer peu à peu dans la Résistance. Il fallait rassembler le Parti sur fond d'épuration. En 1971, les socialistes étaient éclatés. Ils étaient à réunifier. Aujourd'hui, la situation est moins grave. D'abord parce que le PS existe, qu'il rassemble la grande majorité des socialistes à l'exception des amis de Chevènement, qu'il n'est pas menacé, comme auparavant, par le développement du PC. Il reste le plus fort parti de gauche et les écologistes ne sont pas en mesure de prendre le relais. La question qui est à l'ordre du jour est celle d'une éventuelle refondation qui ferait du PS soit l'unique organisation autour de laquelle se rassemblerait un certain nombre de gens, soit l'élément d'un mouvement à reconstruire.

De ces deux voies quelle semble être la plus appropriée à la période actuelle ?

On se dirige plutôt vers une rénovation que vers une refondation parce que les éléments ne sont pas tous réunis pour celle-ci. Les socialistes sont rassemblés dans une même organisation qui est en crise, certes, mais qui a un fonctionnement normal. En outre, à l'extérieur, on ne voit pas avec quelle force réelle existante, celle-ci pourrait accomplir une refondation-fusion. C'est pourquoi le processus des Etats généraux est novateur car, pour la première fois, le PS accepte de mettre à égalité de droit des membres et des non-membres du PS titulaires de la carte des Etats généraux. Il s'agira aussi d'une rénovation parce que la deuxième phase, celle du congrès constituant, permettra au Parti socialiste de prendre un nouveau départ, mais en grande partie avec les mêmes militants. Enfin, pour la troisième étape, celle des assises de la gauche, le PS n'a pas bien défini si les relations qu'il voulait avoir avec les autres partis étaient des relations d'alliance ou de fusion dans une nouvelle organisation.

La préparation des Etats généraux ne ressemble-t-elle pas aux précédentes refondations avec un certain repli doctrinal, une volonté de faire primer le parti sur le gouvernement et les militants sur la direction ou les élus ?

Les militants demandent qu'on tienne compte d'un certain type de culture socialiste traditionnelle à laquelle ils sont attachés. Peut-on parler pour autant d'un retour en arrière ? Tout va dépendre des Etats généraux en ce qui concerne la définition d'une orientation future. Mais le Parti est plus apte à tenir bon sur la culture de gouvernement que précédemment. Il est moins facile qu'auparavant de condamner

> ***« Si les Etats généraux permettent de relancer la machine pour la reconquête à venir, ils auront rempli leur mission »***

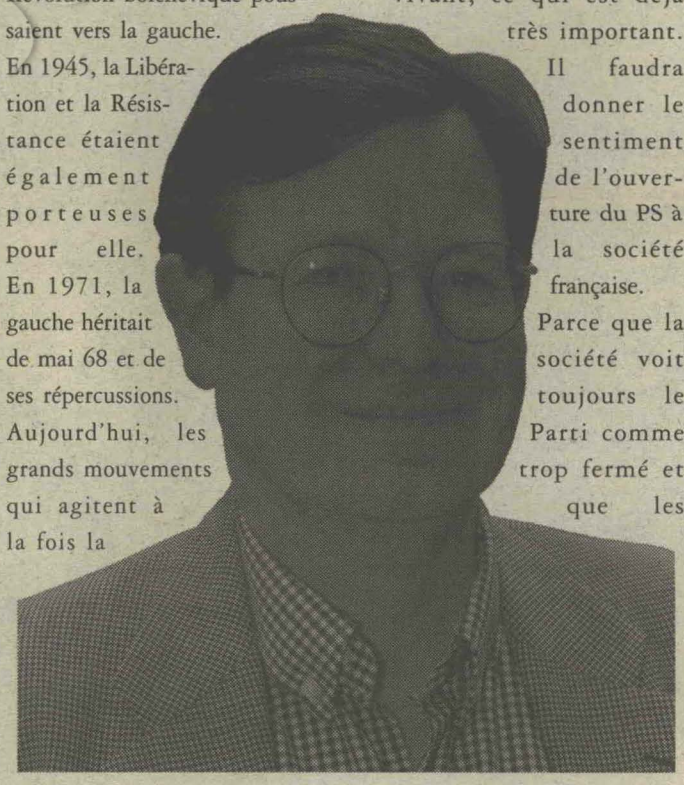
les participations au gouvernement parce qu'elles ont été plus longues et que tout le monde en a fait partie. En outre, il est difficile de revenir à la pureté doctrinale car il y a eu la révision idéologique. Militants et dirigeants sont donc obligés de se tourner vers l'avenir.

En matière de stratégie, le PS n'est-il pas confronté à des difficultés plus grandes que lors des précédentes refondations ?

Je le crois. Et là, on note quelques points communs avec la refondation des années 1944/45/46 parce qu'on a l'impression que le PS ne choisit pas vraiment entre deux possibilités. Soit la refondation par une nouvelle organisation nettement plus large dans ses bases. Soit une solution d'alliance claire comme c'était le cas en 1971. Aujourd'hui, on n'est ni dans le premier ni dans le second. On risque de se retrouver dans la situation du Parti socialiste de Guy Mollet, en 1946/47, c'est-à-dire sans véritable possibilité d'alliance et sans véritable possibilité de refondation. Avec quand même un avantage sur cette période : le scrutin majoritaire. Si un renversement de l'opinion, favorisant la gauche, se produisait, le Parti socialiste, avec ce mode de scrutin, pourrait avoir quelques chances.

Les grandes rénovations ou refondations du PS se sont produites à l'issue d'événements tels que la Révolution d'Octobre, les deux guerres mondiales, les révoltes de 1968. Les mutations géopolitiques et technologiques de ces dernières années peuvent-elles jouer de la même manière sur l'avenir du PS ?

Actuellement, les grands mouvements ne sont pas favorables aux socialistes. De 1917 à 1920, le refus de la guerre et la Révolution bolchevique poussaient vers la gauche. En 1945, la Libération et la Résistance étaient également porteuses pour elle. En 1971, la gauche héritait de mai 68 et de ses répercussions. Aujourd'hui, les grands mouvements qui agitent à la fois la planète et la France sont plutôt des mouvements de crainte, de repli, qui ne jouent pas en faveur de la gauche et du PS. La grande difficulté est d'entreprendre une rénovation dans ce contexte. Il n'y a pas de dynamique sociale ou politique qui pousse véritablement à s'engager dans cette voie.



Les Etats généraux constituent-ils la dernière chance de sortir le PS de la crise dans laquelle il se débat depuis cinq ou six ans ?

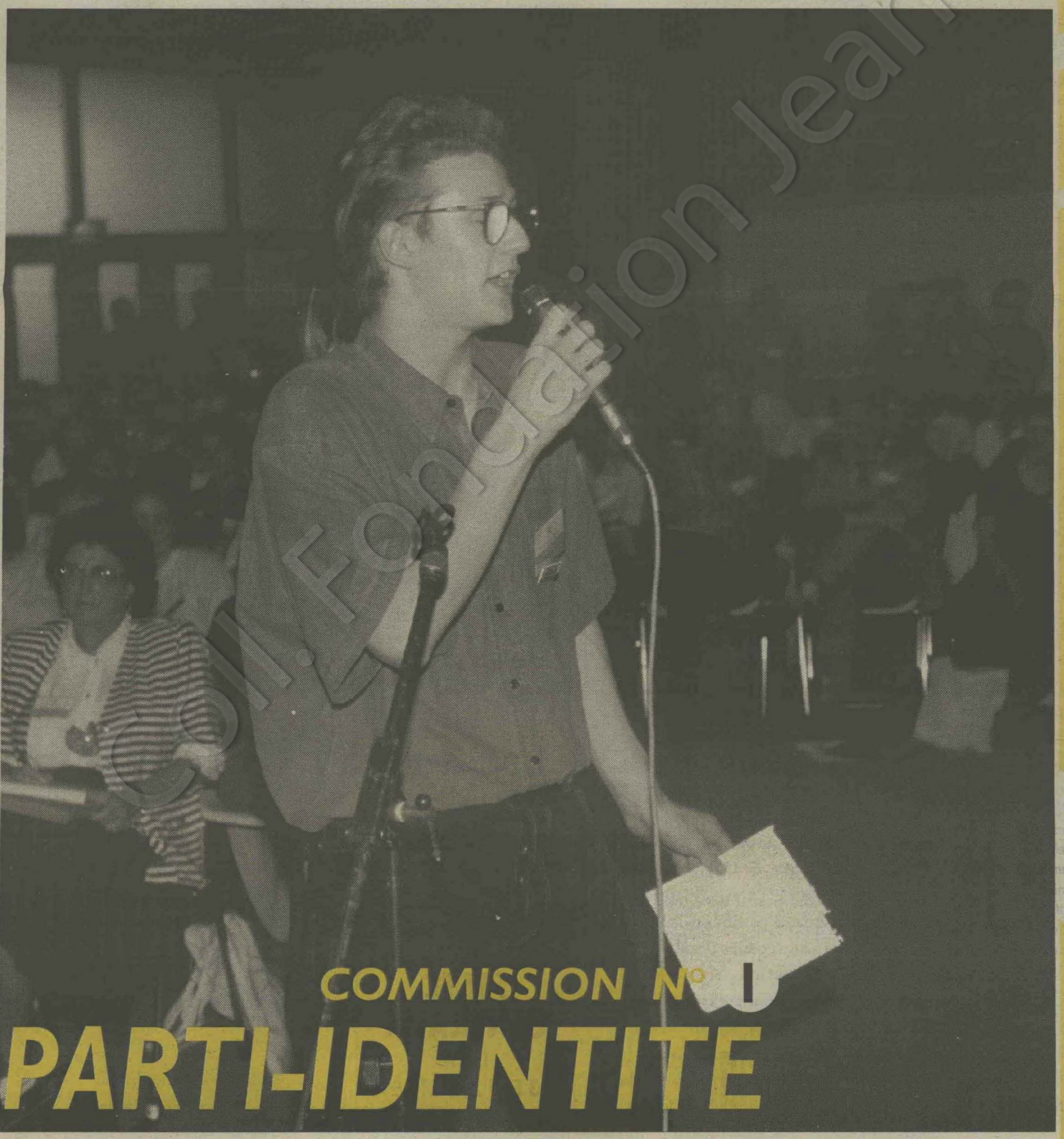
Il est toujours difficile de dire cela aussi nettement. Mais ces Etats généraux montrent que le Parti est vivant, ce qui est déjà très important. Il faudra donner le sentiment de l'ouverture du PS à la société française. Parce que la société voit toujours le Parti comme trop fermé et que les socialistes eux-mêmes ont souvent tendance à sous-estimer l'image de fermeture qu'a le Parti dans la société française. Les Etats généraux ne peuvent régler toutes les difficultés mais, s'ils arrêtent le déclin des socialistes et permettent de relancer la machine pour la reconquête à venir, ils auront rempli leur mission.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï

L'ENGAGEMENT DANS LA LIBERTE
AVEC Le Nouvel Politis,
PASSEZ NOUS VOIR SUR NOTRE STAND AUX
ETATS GENERAUX
LYON
2, 3 ET 4 JUILLET 1993

Pour un militantisme de proximité

Des cinq commissions, celle sur le PS a été la plus fréquentée hier par les délégués. Elle a pris la forme d'un vaste forum animé, sans dérapage. La tonalité des interventions était même plus constructive qu'aux Etats généraux départementaux. Si le clivage le plus fort a concerné les courants, les autres aspects de la vie du Parti ont fait l'objet de critiques et de propositions.



COMMISSION N° 1

PARTI-IDENTITE

"Ce que nous devons changer, c'est notre langue de bois et notre façon de travailler avec les autres, explique une sympathisante, militante syndicale. Nous devons reprendre le contact avec le terrain. Pour cela, il faut participer à l'auto-organisation en étant ceux qui accompagnent l'avenir plutôt que ceux qui savent l'avenir." Pour Jean-Louis Berlaud, premier secrétaire fédéral de Vendée, "il faut aller plus loin dans la loi sur la limitation du cumul des mandats, réduire la durée des mandats dans le Parti, maintenir les courants d'idées et désigner un tiers des membres du comité directeur à la proportionnelle, un tiers par les fédérations et un tiers par les secteurs d'activité du Parti."

Devant la commission présidée par Alain Claeys, rapporteur Alain Bergounioux, Philippe Dorthe (33) s'avère très circonspect : "On nous a déjà fait le coup de la parole aux militants. Il ne faut pas être dupe. C'est après la prise de parole qu'on voit ce qui a été fait. Mais on s'aperçoit que, généralement, après la prise de parole, tout se passe dans les corridors du comité directeur." Plus positif, un sympathisant affirme : "Le PS doit créer une synergie de réhabilitation des salariés. Le fossé est énorme entre le Parti et les salariés. En outre, toutes les personnes qui ont trempé dans les affaires doivent se retirer. Il faut faire de la pédagogie pour expliquer le projet." Un militant : "On dénonce les écuries présidentielles mais il ne faudrait pas oublier non plus les écuries municipales. Les courants sont la richesse de ce parti mais il faut réhabiliter les idées. Il faut arrêter de taper systématiquement sur les élus mais leur demander un compte rendu annuel sur leurs activités." Même tonalité constructive dans les propos d'Oliver Thomas (91) : "Depuis deux mois et demi, nous entendons des choses passionnantes dans ce parti. Il faut cesser de jeter la pierre à nos élus. Nous devons assumer collectivement nos responsabilités."

La représentation des femmes dans le Parti fut une question largement abordée dans la deuxième partie des

Fondation Jean-Jaurès

Les courants en débat

Comment faire vivre les courants ? Quel mode de scrutin interne ? Ces deux questions, qui risquent de modifier le fonctionnement du PS, étaient à l'ordre jour hier. Celui-ci a été surtout abordé par les militants chevronnés et les cadres du Parti. Jean-Marie Le Guen dénonça l'éventualité d'un scrutin à forte densité majoritaire : "Nous ne souhaitons pas que le Parti soit dirigé par les grosses fédérations." Et, sans abandonner les motions de courants tout en relativisant la présidentialisation qui les accompagne, il proposa des motions d'origine militante. Soutenu par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, Bernard Roman ne l'entend pas de cette oreille : "Nous ne souhaitons pas mettre en cause le pluralisme et ne voulons pas que quelques grandes fédérations dirigent le PS. Mais il y a le discours et les faits. Or, les faits, ce sont les courants tels qu'ils fonctionnent, notamment les trois grandes sensibilités qui, à Rennes, voulaient structurer la majorité du Parti sans présenter de différences d'idées. Ces courants ne sont plus des courants d'idées. Ils doivent mourir si nous voulons un véritable pluralisme et non un choc des ambitions." Le premier secrétaire fédéral du Nord fit des propositions : "Le comité directeur du 7 juillet ne doit pas s'affranchir de ce qui s'est dit aux Etats généraux. Le texte de synthèse qui sera approuvé dimanche doit être à la base de la discussion du congrès constituant. Nos instances doivent également traduire nos liens nécessaires avec le mouvement social. La dissolution de nos anciens courants serait un message extraordinaire au pays de ces Etats généraux et n'empêchera pas de véritables débats autour d'idées." Daniel Vaillant est d'un avis différent : "Ni dérive déviationniste ni dérive centraliste. Un congrès doit se préparer avec des motions d'orientation politique. Je propose de supprimer les contributions nationales qui viennent d'en haut et qui organisent la chasse aux signatures plutôt que la chasse aux idées. On pourrait susciter, comme pour les Etats généraux, des contributions ascendantes issues des sections. Le conseil national ferait la synthèse : soit une motion si les idées sont communes, soit plusieurs si l'expression est différente. Les militants doivent trancher ensuite par leur vote. Et ce n'est pas un drame de retrouver une majorité et une minorité. Ainsi, la question des courants serait relativisée et le pluralisme respecté." Et Daniel Vaillant de proposer un scrutin mixte pour l'élection du conseil national (204 membres élus à la proportionnelle des motions et 102 premiers secrétaires fédéraux élus par les délégués des sections au scrutin majoritaire). Aujourd'hui, le débat continue...

J.-P.B.

Valoriser le rôle des sections

travaux de la commission. Plusieurs voix, féminines en majorité, se sont élevées pour déplorer l'absence des femmes. "Elles manquent souvent de formation, n'osent pas s'exprimer", expliqua Pascale Le Néouanic (91). Pour Viviane, militante dans le Val-d'Oise, "revenir à un militantisme de proximité fondé sur les questions locales est un moyen d'intégrer davantage les femmes." Cette autre forme de militantisme fut d'ailleurs souvent évoquée au cours du débat. Pour Pascale, "il faut que militants et sympathisants travaillent ensemble sur des projets communs." "Nous avons des obligations à l'égard de l'extérieur, nous devons tenir compte des réalités locales, prévoir des liaisons avec les sections d'entreprise", ajouta Daniel, militant dans l'Indre-et-Loire. Concernant le militantisme et le fonctionnement des sections, Bruno Le Roux, premier fédéral de la Seine-Saint-Denis, est précis. "Pour favoriser la démocratie interne, nous devons redonner un sens au vote à l'intérieur du Parti à tous les niveaux : désignation des candidats, des responsables. Il faut aussi revaloriser la place des sections, avoir une meilleure considération du rôle du militant."

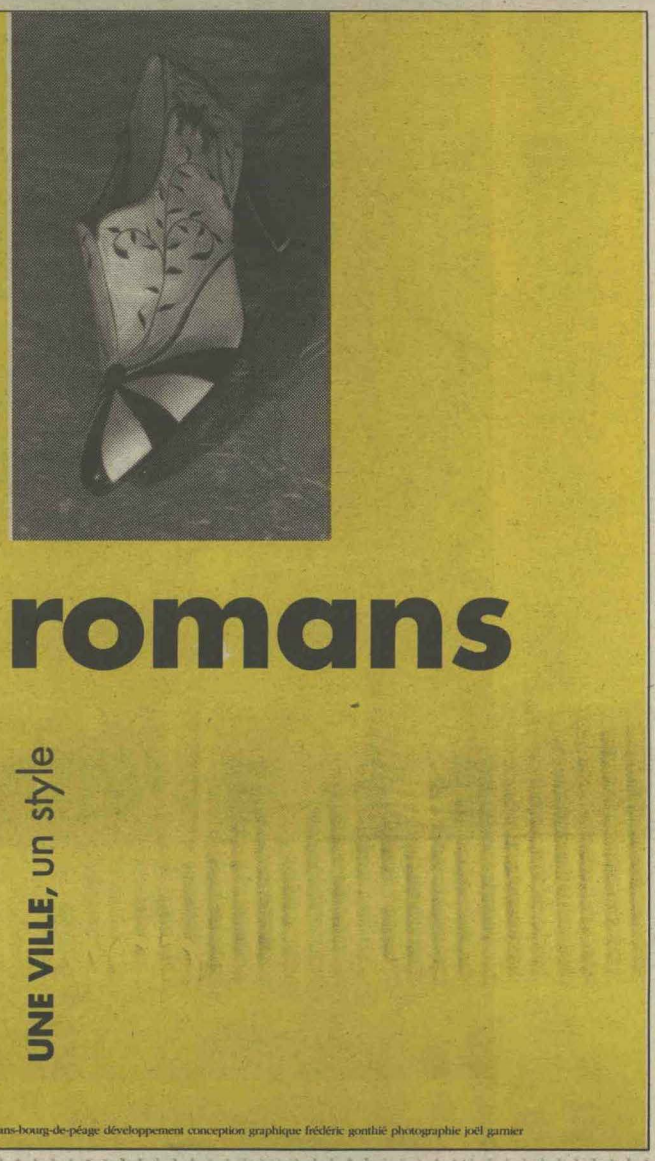
Dans l'ensemble, les intervenants ont mis en avant le côté positif des Etats généraux. Pour la plupart, cette initiative doit être renouvelée." Une telle rencontre devrait être inscrite dans nos statuts, lance un militant, faire en sorte que remontent les propositions de la base." "Que la machine se recharge d'idées par le bas, par le contact avec le terrain", surenchérit Claude, sympathisant, de l'Allier. Le Parti doit débattre et rester une force de proposition, y compris quand nous sommes au pouvoir." Pour un autre militant, "ces Etats généraux doivent se conclure par des décisions précises." "S'il n'y a pas de changements profonds, des élans seront brisés", confie un sympathisant de la Sarthe. "Mais il faut aussi trouver une idée pour que les militants s'expriment aussi en dehors des congrès", insista Bruno Le Roux.

Il fut également question de la place des handicapés dans le Parti, souvent négligée, de la concertation avec les autres partis sociaux-démocrates en Europe, de la défense de la laicité... Les échanges furent riches et le temps manqua. Tous les intervenants n'ont pas pu s'exprimer.

Des pistes de travail, les militants n'en manquent pas et c'est tant mieux. Comme le fit remarquer un participant : "Pour un avenir constructif, il nous faut des idées nouvelles, et des hommes nouveaux."

Jean Pierre Bedéi
et Chrystie Lipani

Pour ne pas perdre la mémoire : l'OURS rassemble tous les textes et documents divers élaborés par les sections et les fédérations en vue de ces Etats généraux. La postérité vous attend au stand 32 d'Eurexpo ou à son siège, 86 rue de Lille, 75007 Paris.



La séance qui s'ouvre devant une assistance un peu clairsemée sur un rappel des travaux des fédérations par le rapporteur, Manuel Valls, se terminera après plus de soixante-dix interventions. Si la tonalité des contributions apparaît critique, sur l'exercice du pouvoir, le bilan semble nuancé.

Rétrospectives pour la prospective

Les interventions orales sont apparues plus exigeantes voire dures. Comme le remarquait le président Henri Weber : "On a déjà beaucoup parlé bilan depuis des semaines, restent les plus sévères et les plus vindicatifs."

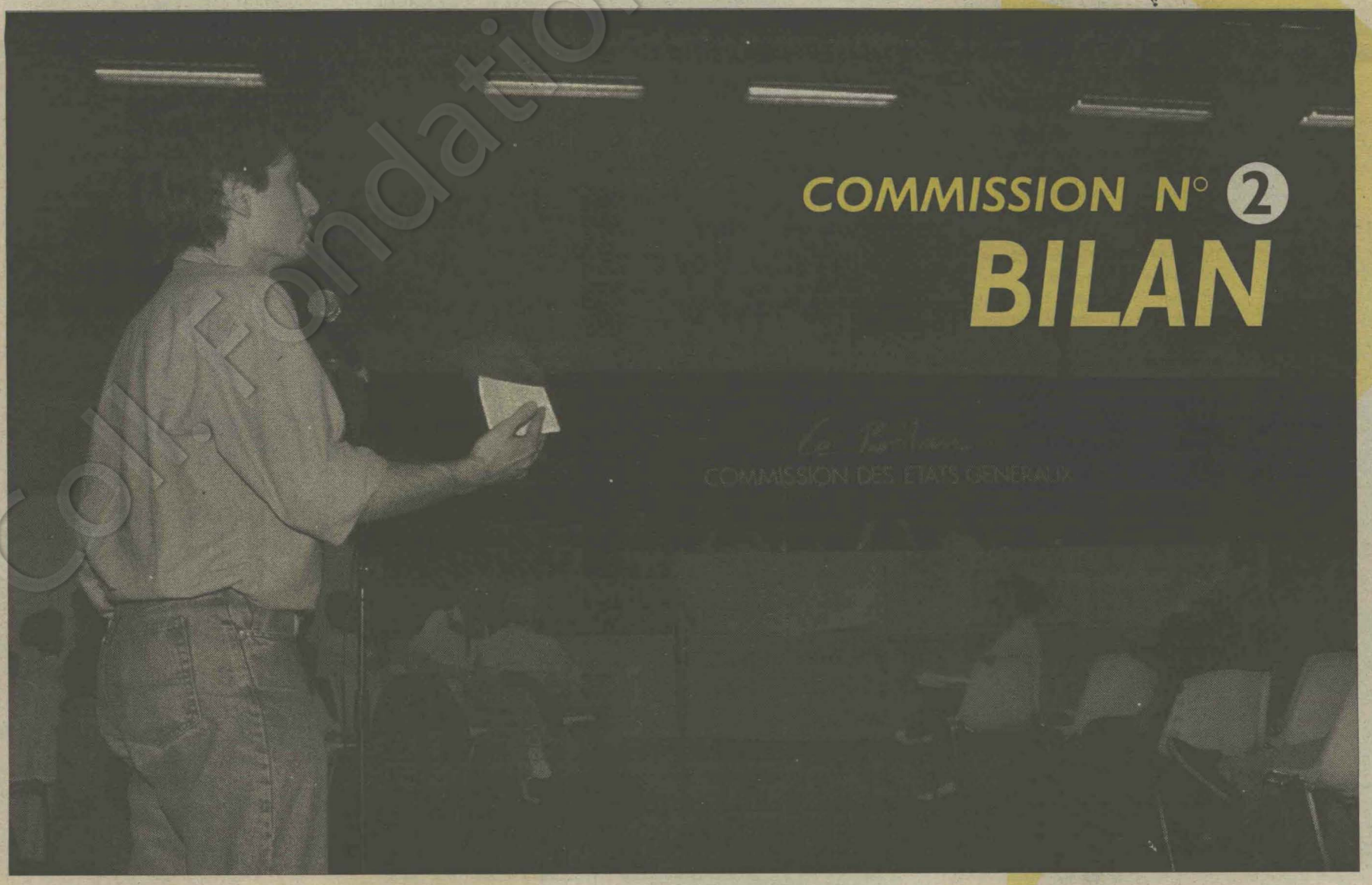
Cet exercice rétrospectif fut l'essentiel des rencontres des sections et des débats dans les fédérations. On a tout de même continué à en parler dans la grande salle du bas. Deux constatations.

-Les contributions départementales partent des évolutions de la société pour resituer l'action des socialistes au pouvoir. Ainsi, la modernisation du pays, l'apparition de nouvelles préoccupations sur l'environnement, la bioéthique, la montée de l'individualisme, la mondialisation de l'économie, la disparition du bloc soviétique, l'apparition de l'Asie du Sud-Est, modifient les points de repère.

-La période 1981-1993 est abordée dans son ensemble, mais deux dates apparaissent partout : 1983 et 1988. La première est un "tournant", une "rupture". Si les choix économiques de la période ne suscitent pas de véritables remises en cause, le déficit d'explication est souvent regretté. La seconde semble, pour certains, avoir donné quitus du premier septennat, pour d'autres, marquer l'entrée dans le domaine des errances idéologiques.

Trois grands chapitres dans ces travaux.

1- Les actions et réformes majeures. D'entrée de jeu, notre capacité à gouverner dans la durée et l'ampleur des réformes sont appréciées positivement. Ajoutons les acquis sociaux, les progrès des droits de l'homme, les avancées économiques comme la



Collection Jean Jaurès Fondation

maîtrise de l'inflation, la stabilité de la monnaie. Autres bons points : la lutte contre les exclusions (RMI, loi Besson, politique de la ville), la priorité bugétaire donnée à l'Education nationale, les progrès de la démocratie (décentralisation, loi sur le financement des partis), les accords en Nouvelle-Calédonie, l'engagement européen, le droit d'ingérence humanitaire.

2- Les insuffisances majeures. D'abord, la montée du chômage, le creusement des inégalités, le mode d'exercice des pouvoirs. La technocratie se trouve mise en cause ainsi que les féodalités. Parmi les autres critiques, le recul des valeurs comme la laïcité, la morale républicaine. Enfin, parmi les réformes attendues mais non réalisées, de nombreuses fédérations ont évoqué la réforme fiscale, la réforme des institutions, du système de santé.

3- Les raisons de la défaite. Là encore, le chômage apparaît comme la raison essentielle de notre grave échec. Il faut y ajouter les pratiques politiques, le fonctionnement du Parti, les divisions internes, le rôle néfaste des courants...

Lors des débats, les distinctions apparaissent moins nettement. Les orateurs prennent ensemble le positif et le négatif, avec une préférence pour la critique.

Deux grandes interrogations dominent. La première tourne autour du rapport du Parti avec la société telle qu'elle évolue aujourd'hui. Ne nous sommes-nous pas trop adaptés au monde tel qu'il est, n'avons-nous pas cédé à une dérive gestionnaire, n'avons-nous pas abandonné toute perspective d'utopie, voire de transformation sociale profonde ? Si un consensus se fait sur ce constat, notamment que le Parti socialiste doit développer une "alternative" et pas seulement aspirer à une "alternance", les analyses divergent sur les moyens de remédier dans l'avenir à ce risque. Certains prônent un retour aux sources de l'utopie, la rupture claire avec le capitalisme est même évoquée.

Pour d'autres, qui ne voudraient pas que ce bilan critique mette en cause une culture de gouvernement qui est un acquis de la période, c'est moins par une trop grande adaptation aujourd'hui que par un manque de vision prospective que nous avons péché. Nous n'avons pas su analyser les conséquences des grandes mutations que nous commençons de vivre. "Sans doute y a-t-il d'autres sentiers entre la rupture du capitalisme et la gestion, mais ils sont étroits", s'exclame Alain Anziani, de la Gironde. "Nous n'avons pas changé la vie dans les entreprises", ajoute un militant retraité de la CGE. "Nous sommes toujours en 1788, la cogestion n'a jamais été présentée au Parlement, nos reculades en ce domaine n'ont pas d'excuse, conclut-il sévèrement, car le patronat ne connaît que le rapport de forces."

N'avons-nous pas trop cédé à une dérive gestionnaire ?

L'autre grande interrogation porte sur la communication, ou plutôt le déficit de communication. Communication du gouvernement avec la base, des élus avec le Parti et de toutes ses instances avec notre électorat, le mouvement associatif, les syndicats, l'opinion. "Le mot de coupure est celui qui est revenu le plus souvent", constate Daniel Poujaud, de l'Oise. L'accusation d'avoir trop cultivé le pouvoir et pas suffisamment les contre-pouvoirs, la mise en cause de l'emprise des technocrates,

forclum
La maîtrise de l'installation électrique

TOUTES
Automatismes
Informatique industrielle
Maintenance
Instrumentation

INSTALLATIONS
Télésurveillance des réseaux d'éclairage public
Génie climatique
Courants faibles

ELECTRIQUES
Installations de bâtiments
Installations extérieures

Siège social : Centre d'Affaires Paris-Nord
Bâtiment Ampère N°1 - 93153 Le Blanc-Mesnil cedex
Téléphone : 45 91 52 06

Chassons le gaspi !

Un "Vendredi" par famille, cela devrait suffire, non ? Alors, si vous recevez plusieurs exemplaires, signalez-le nous (renvoyez-nous les bandes adresses).

d'une certaine notabilisation apparaît. Les affaires aussi sont citées, mais deux orateurs seulement reparlent de la loi d'amnistie.

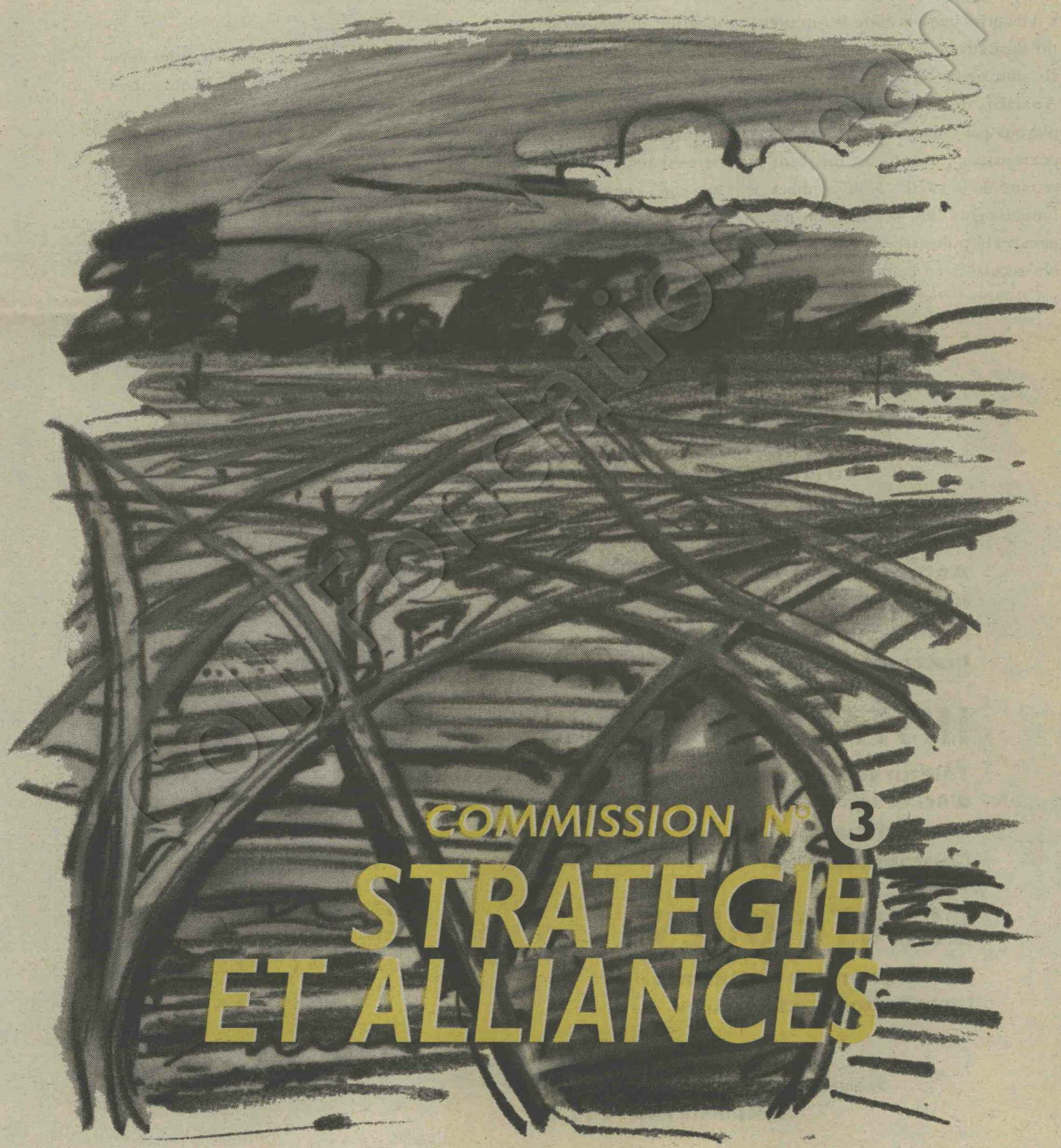
Avons-nous su aller au bout de certaines de nos réformes d'envergure, comme la décentralisation, avons-nous suffisamment expliqué la portée politique et sociale de mesures incontestables ? Les exemples du RMI et de la CSG sont les plus cités. "Pour qu'une réforme soit bien comprise, il faut qu'elle soit débattue aussi bien dans le Parti que dans l'opinion, affirme Raymond Cerclier, de Loire-Atlantique. Cela a été le cas du RMI, pas de la CSG."

Au milieu de toutes ces interrogations, ces colères, ces impatiences, exprimées avec tristesse ou ressentiment, certains veulent faire entendre d'autres sons. Venu de Dakar, un adhérent refuse les autoflagellations, comme les pleureuses. Jean-Pierre Guérin, qui travaille à Londres, après avoir égrené ses déceptions, conclut par un peu de publicité comparative : "Allez en Grande-Bretagne, le système de santé y est dégradé, le SMIC inconnu et les indemnités chômage misérables." Germinal Castro, jeune militant à Clermont-Ferrand, pose la question qui mériterait, à elle seule, tout un débat : "Et si Mitterrand n'avait pas été élu en 1981, où en serait la société française ?", avant de lancer : "Il ne nous reste que vous comme espoir."

Bernard Chaouat et Lyne Cohen-Solal

Reprendre contact avec le réel

Avant de se demander avec qui on s'allie pour aller au pouvoir et gouverner, sachons comment et pour quoi faire. Ce fut la constante des 41 interventions de la commission "Alliances et stratégie".



COMMISSION N° 3
STRATEGIE ET ALLIANCES

Une certitude : le Parti socialiste ne possède pas la science infuse et ne prétend pas à l'hégémonie. Les alliances s'imposent donc. La plupart des intervenants ont surtout refusé de mettre la charrue avant les bœufs : le préalable à toute rencontre, c'est le projet lui même. "Sans projet, la question des alliances ne pourra être que circonstancielle et construite sur la base du plus petit dénominateur commun", précisait un militant du Rhône. Les alliances et la stratégie découleront-ils naturellement du projet ? Les socialistes doivent-ils plutôt s'attacher "à chercher des majorités d'idées, sans exclusive, sur des thèmes ? Discuter, donc, sur le fond, "en disant clairement ce qui n'est pas négociable, en donnant de vrais repères", mais en acceptant peut-être, pour concrétiser le désir d'une gauche sans arrogance, de travailler sur des propositions qui ne viendraient pas des socialistes.

Avec qui ? Avec tout ceux qui défendent les valeurs de la gauche, y compris les communistes. Mais aussi avec les écologistes, vers qui l'on se tourne naturellement, à condition qu'ils soient "de gauche" : "Le ni-ni n'est pas acceptable. Mais leur critique du productivisme montre que l'on peut trouver des points d'accords programmatiques." Un autre biais est envisagé : "Nous avons intérêt à nous servir dès aujourd'hui de nos municipalités comme vitrines d'action pour l'environnement. L'accord et les discussions pourront avoir lieu à partir de ces pratiques."

La question de l'alliance avec les centristes est plus délicate, même si, pour beaucoup, elle ne se pose même pas : "Les centristes sont au pouvoir et cautionnent la politique de droite que l'on sait. Des points de convergence sur l'Europe ? Mais c'est parce que l'Europe actuelle n'a rien de sociale ni de socialiste qu'ils l'approuvent." Ou, comme le dit encore un militant du Puy-de-Dôme : "A force de chercher à s'allier avec les centristes, nous nous sommes identifiés aux centristes. Ce n'est pas sur nos valeurs que nous avons été battus, mais sur les valeurs centristes." Face à cette attitude tranchée, certains ont fait entendre leur diffé-

Chercher des majorités d'idées, sans exclusive

rence : "Il serait hâtif de clore tout contact avec des personnalités centristes. Nous avons certains points communs avec elles." Une militante de Haute-Savoie a témoigné de son travail avec la municipalité CDS d'Annecy : "Il faut faire confiance au jugement des gens du terrain."

L'unanimité s'est reconstituée sur la méthode, pour rejeter les arrangements entre états-majors. "Pour rassembler des forces de progrès, on ne peut plus utiliser les méthodes d'il y a vingt ans, quand l'union de la gauche se scellait par un déjeuner entre les premiers secrétaires socialiste et communiste." Travailler ensemble, sur le terrain, c'est le véritable leitmotiv. "Avant la question des alliances, se pose la question de l'existence : nous sommes un peu le virtuel qui cherche à s'allier avec le réel." Et le réel, n'est-ce pas ce mouvement social, syndical est associatif, avec lequel le Parti semble avoir perdu le contact ? "Tous ceux qui défendent des valeurs de gauche doivent retrouver la route vers les associations. Pas pour tenter de les noyauter, mais pour en être des acteurs. C'est à dire faire avec." Là encore, l'arrogance n'est plus de mise. "Nous devons nous engager dans le mouvement social, mais sans la volonté d'une quelconque subordination des associatifs au politique." Retrouver ce mouvement social aussi parce que si "la responsabilité est la forme suprême de la liberté", la multiplication des lieux de débat et d'action est à chaque fois un pas de plus vers la démocratie participative. Parce qu'enfin cette plongée permanente dans la réalité ne peut qu'enrichir "un projet dynamique qui se nourrit de jour en jour."

C'est un rééquilibrage qu'il faut opérer "entre l'acteur adhérent et l'acteur institutionnel", au profit du premier, aujourd'hui appauvri, demande un militant du Nord qui appuie sa démonstration d'exemples : "Sur l'intégration scolaire des enfants handicapés, il existait de vrais projets. Il n'ont jamais été mis en œuvre, car il a suffi d'un ou deux personnages d'une académie pour tout faire capoter... Les projets existent. C'est les décisions qui ont manqué. Et de proposer trois pistes : que le PS soit un parti de vrais adhérents, que tous ces acteurs adhérents, associatifs, syndicalistes ou politiques puissent se mettre en réseaux, "qu'ils n'aient pas seulement la parole mais une part de la décision des problèmes qu'ils portent et qu'ils savent."

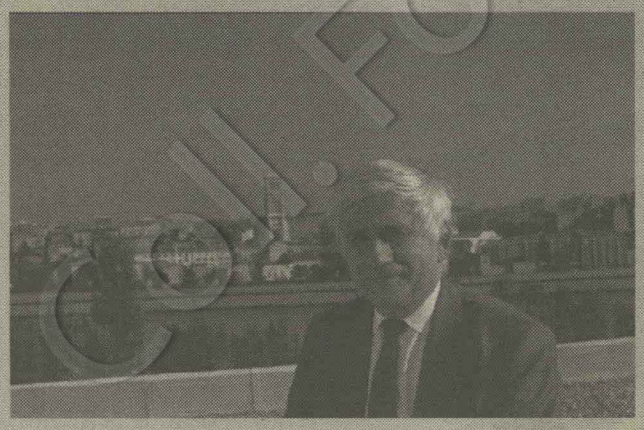
Enfin, dans cette commission présidée par Philippe Bassinet (rapporteur Jean-Luc Mélenchon) plusieurs intervenants -souvent des sympathisants- ont exprimé leur enthousiasme quant au principe même des Etats généraux, aux discussions ouvertes qu'ils ont permises. "Nous devons", proclamait sous les applaudissements l'un d'entre eux, "prolonger ce débat de Lyon dans toute la France, le porter partout. Nous devons être imaginatifs et inventer un système qui permettrait de toucher tout le monde. Il ne faut pas en rester là. Il faudrait que le Parti socialiste soit en états généraux permanents."

Deux siècles plus tard, un clin d'œil de l'histoire...

Jacques Garat
et Maryline Trassard

VALENCE...

UNE VOCATION DE VILLE UNIVERSITAIRE



Rodolphe Pesce,
maire de Valence.

Ville de Valence

Des idées qui marchent !

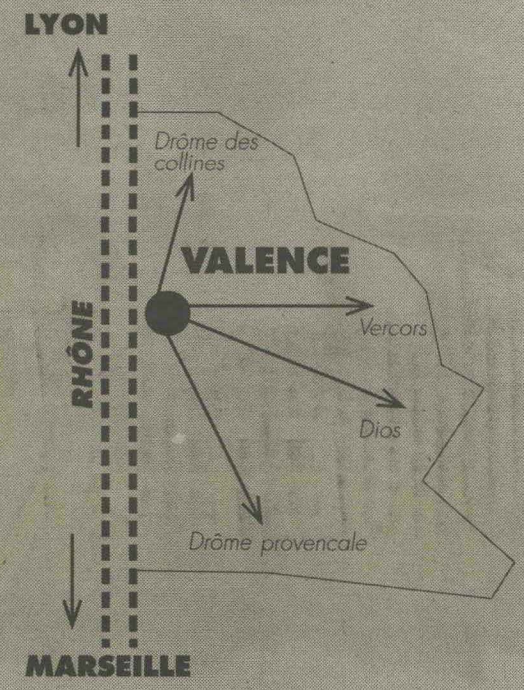
4.500 étudiants en 1993
10.000 en l'an 2.000 !

Trois départements d'IUT, 5 DEUG, 20 BTS, IUFM, l'Ecole régionale des Beaux-Arts, l'Ecole d'infirmières, des classes préparatoires aux grandes écoles...

Dès la rentrée 1993, licence de droit, de mathématiques, physique-chimie et, bientôt, licence de sciences économiques, création d'une école d'ingénieurs et d'un 2e pôle universitaire au centre-ville.

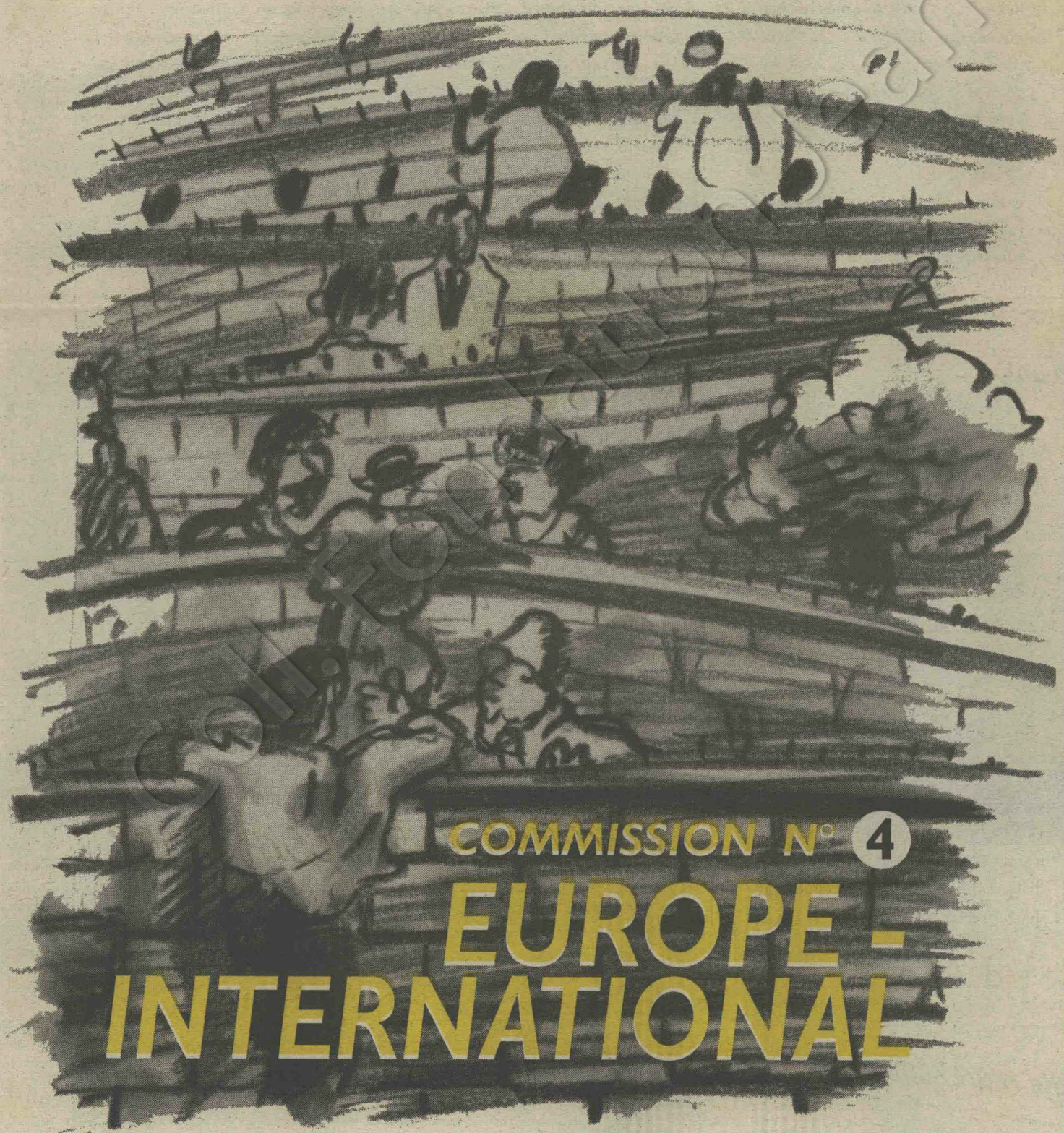
VALENCE... VILLE ETAPE

- VALENCE... *ville d'art et d'histoire (maison des Têtes, maison Dupré-Latour)...*
- VALENCE... *ville d'art contemporain (Etienne Martin, Marc di Suvero).*
- VALENCE... *ville étape pour découvrir les multiples richesses touristiques de la Drôme.*



Pour une Europe sans murs

Europe, échanges internationaux, rapports Nord/Sud, nouvelle régulation du monde : tels ont été les points forts des débats de la commission internationale.



COMMISSION N° 4
EUROPE - INTERNATIONAL

Edwige Avice, son rapporteur, a ouvert la discussion en présentant aux participants les principaux thèmes abordés par les sections et les fédérations lors de la préparation des Etats généraux qui devaient être développés par les délégués tout au long de l'après-midi. Une constatation, tout d'abord : les socialistes et leurs sympathisants n'échappent pas au travers bien français de peu se préoccuper des questions internationales. C'est dans ce domaine que les contributions furent les moins nombreuses... même si leur qualité a souvent compensé la rareté.

Elle ne fit pas défaut non plus aux débats, présidés par Gérard Fuchs, qui consacrèrent plus de deux heures à la question européenne. Comme devaient le souligner plusieurs intervenants, il ne s'agit plus aujourd'hui de savoir si on est pour ou contre l'Europe, mais bien, pour tous les socialistes présents, de savoir quelle Europe construire, libérale ou sociale, comment la rendre plus démocratique, plus transparente, plus concrète aux yeux des citoyens. Le retard apporté à la libre circulation des personnes constitue, pour beaucoup, un obstacle majeur à cette concrétisation.

Comment aussi poursuivre le travail pédagogique entrepris pendant la campagne pour le référendum sur la ratification du traité de Maastricht pour expliquer l'Europe ? Certains, en effet, s'inquiètent -à juste titre- du terrain perdu dans l'opinion par l'idée européenne depuis un an, en raison, notamment, des difficultés économiques et sociales qu'elle traverse. Le oui l'emporterait-il aujourd'hui, s'est-on interrogé ? Pour redonner toute sa profondeur à la construction européenne, les socialistes ne sauraient accepter la seule Europe des marchands. Il leur revient de peser en s'unissant pour qu'émerge enfin cette Europe sociale que plusieurs syndicalistes, présents, ont appelé de leurs vœux.

S'unir. C'est après l'exigence de démocratie et de contenu social, la deuxième priorité qui s'est imposée. Particulièrement, à l'approche des élections européennes, a-t-il semblé indispensable que les partis socialistes et sociaux-démocrates de

Démocratie et développement ne peuvent être qu'endogènes

la Communauté européenne renforcent leurs liens et mettent en commun les valeurs éthiques qui sont les leurs pour défendre une certaine conception de l'identité européenne, au cœur de leur projet, fondé sur l'humanisme et la justice sociale. On a même parlé d'un besoin "d'éducation civique européenne". Même si est réapparu le souci de ne pas voir se diluer toute identité nationale. Ce à quoi se reconnaissait elle-même, un peu provocante, Marie-Claude Vayssade, député européen, qui devait parler d'identité française. Elle s'est aussi interrogée sur la nécessité d'une véritable "puissance publique européenne" qui prendrait sa dimension avec la création d'une police, d'une armée et d'une politique étrangère et de sécurité communes (même si, comme devait le souligner Gérard Fuchs, sur ce dernier thème, les positions des socialistes européens restent encore éloignées), l'existence de services publics européens permettant de répondre à la dérégulation en cours, qui laisse un vide dommageable dans certains secteurs (transports).

Enfin, le débat ne pouvait évacuer le drame bosniaque. Il fut lancé par un invité de Slovénie, dans une intervention en forme d'appel très écoutée.

Expliquant que la guerre civile en Bosnie avait été provoquée par l'agression du régime au pouvoir en Serbie, il a mis en question la politique menée par les Douze et la communauté internationale dans son ensemble, acceptant la partition de la Bosnie et légitimant par là-même l'usage de la force par le président serbe Milosevic pour parvenir à ses fins. Elle n'en fera pas un pacifiste, a-t-il ironisé, alors que l'opposition démocratique serbe, faible et divisée, certes, est passée par pertes et profits.

Une note d'espoir dans ce réquisitoire, pour espérer que, demain, peut-être, comme après la Seconde Guerre mondiale, la réconciliation pourra se faire entre les ennemis d'aujourd'hui. A condition que l'Europe ne construise pas un autre mur de Berlin et sache s'ouvrir sur son flanc est.

Ce qui ramenait à la préoccupation initiale : poursuivre l'intégration européenne et approfondir la réflexion et l'action communes des socialistes et sociaux-démocrates.

Un premier test, dans quelques mois, les élections européennes, qui devraient, pour tous, marquer cette réalité encore à affirmer.

La deuxième thème retenu portait sur les échanges commerciaux internationaux. Dans le prolongement du débat européen, la politique libre-échangiste de dérèglementation intégrale, prédominante dans le monde d'aujourd'hui, a été très vivement critiquée. Gilles Martinet a résumé le débat en expliquant qu'il nous fallait défendre le niveau de vie et de protection sociale des Européens, sinon se serait la démocratie qui serait en danger, tout en préservant le devoir de solidarité avec le Sud, ou les suds, et l'Est. La solution consisterait en une régulation des échanges grâce à des quotas (la taxation des délocalisations a aussi été évoquée) et grâce à un contrôle des mouvements de capitaux afin d'éviter que les spéculateurs ne continuent d'imposer les nécessités de l'économie financière sur l'économie réelle. Si nous n'arrivons pas à infléchir ce discours libéral, ce sont les partisans du protectionnisme qui l'emporteront, avec les risques économiques et politiques que cela comporte : régression sociale et déclin économique.

D'autres interrogations ont porté sur le rôle du FMI, de la Banque mondiale et du GATT dans la régulation du commerce mondial.

Troisième thème particulièrement sensible : la coopération Nord-Sud. Il s'est dégagé une volonté réitérée de poursuivre la politique de coopération, en particulier avec l'Afrique noire, qui s'enfonce toujours plus dans la crise. Sur le bilan de la gauche dans ce domaine, les interventions de Pierre Victoria et de Jean-Pierre Bayle ont été complémentaires. Les avancées du discours de La Baule et de Lomé resteront des tournants fondamentaux de l'histoire de l'Afrique post-coloniale. Le mouvement de démocratisation qui a suivi et qui a touché de nombreux pays d'Afrique francophone est l'une des réponses qui permettront à l'Afrique à repartir du bon pied. Mais les critiques de la nature de la coopération française ont aussi été exprimées avec force. Les cas du Zaïre, du Togo et de la Côte-d'Ivoire, ont été évoqués pour manifester l'incompréhension de certains participants sur l'attitude des gouvernements de la gauche face à ces régimes autoritaires qui refusent toute démocratisation réelle mais ne subsistent que grâce à l'aide des régimes occidentaux. N'avons-nous pas fait preuve de faiblesse ou de naïveté ? Il ne s'agit certes pas d'imposer le modèle occidental. La démocratie, comme le développement, ne peut-être qu'endogène. Mais le discours des dictateurs sur la spécifité des cultures locales permettant d'occulter la problématique des droits de l'homme, universels par définition, doit être clairement repoussé. En particulier, la lutte contre l'islamisme ne peut servir de prétexte à l'installation de dictatures d'un autre type. A long terme, la lutte contre l'extrémisme ne pourra se faire que par le développement social.

Il nous faut donc appuyer d'abord les forces et les pays qui tentent de mettre en place des structures plus démocratiques et plus justes. Les représentants de ces forces présents dans la salle ont été le plus applaudis.

Des débats riches et sereins, animés par la volonté de marquer le monde de l'empreinte des socialistes. Ce que n'a pas renié Pierre Mauroy, en concluant les travaux.

Axel Queval et Ghislaine Toutain



Congrès RENNES, mars 1990
Congrès PARIS-LA GRANDE ARCHE, décembre 1991
Congrès BORDEAUX, juillet 1992
Etats généraux LYON, juillet 1993

Merci de votre confiance

Location - Installation
Tribune - Mobilier - Stands
Décoration

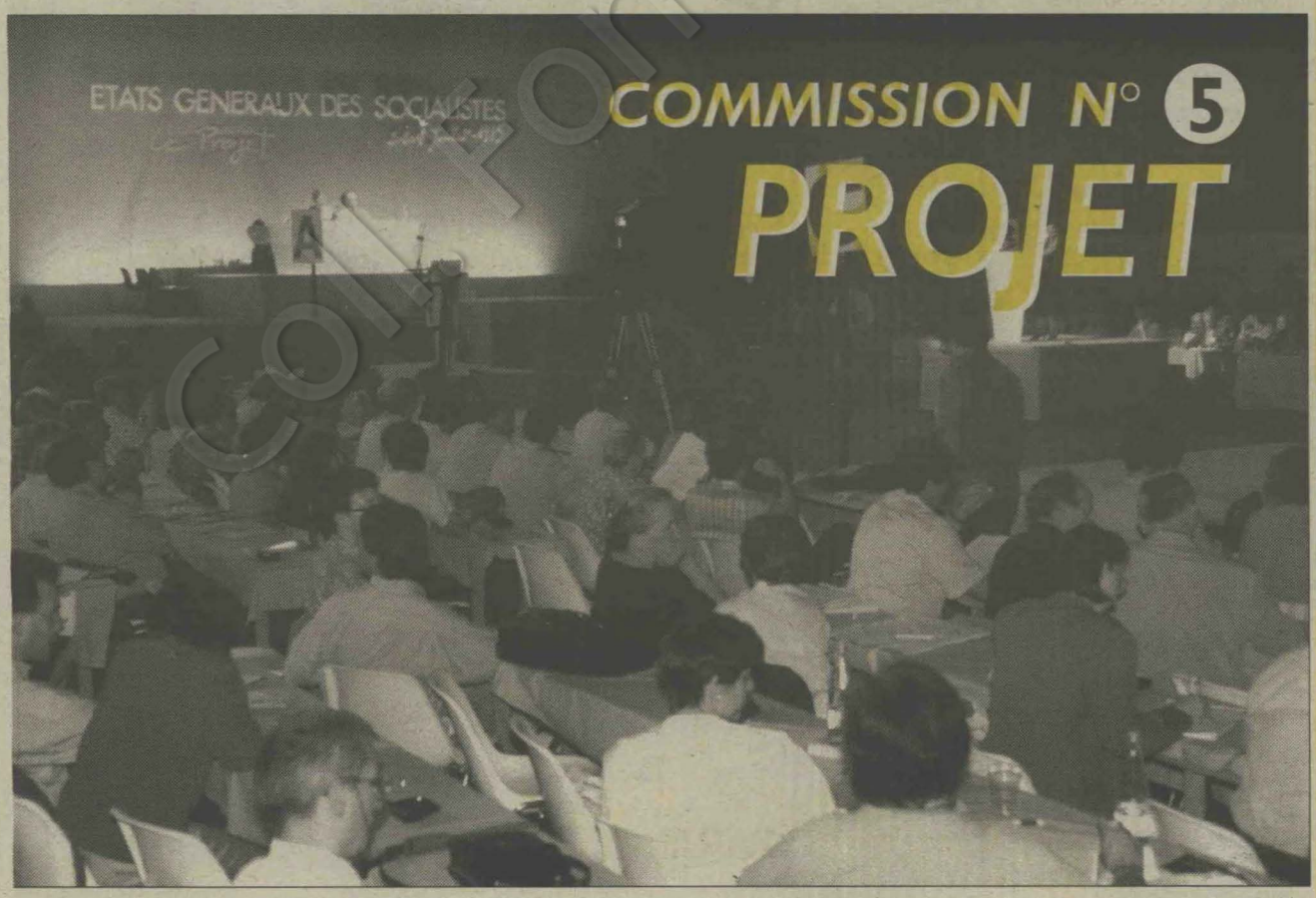
PARIS (1) 60.11.93.93

Profonde volonté de transformation sociale

Dissociation du travail et du salaire, aménagement du temps tout au long de la vie, citoyenneté active... militants et sympathisants ont, dans leur projet, esquissé une société nouvelle. Qui donne envie de militer. Ensemble.

"Qu'est-ce que la gauche ? A quoi sert-elle ?", demanda, d'emblée, Stéphane, un jeune sympathisant de Paris. Pour lui, il est important de définir une ligne de rupture. Il la voit dans la façon dont on juge le tournant de la rigueur, en 1983. Lui y voit une chance, car les socialistes ont alors accepté le marché : il faut aller plus loin, élaborer un projet à partir de ce qui aurait dû être une révolution pour la gauche. Comme en écho, Frédéric, des Français de l'étranger, fait part de son "irritation". "Quand on parle des valeurs, tout le monde a à la bouche l'adjectif "nouvelles". Nous sommes socialistes et j'espère que nous allons le rester. Je trouve que, pour le moment, notre synthèse est extrêmement lénifiante. J'espère que, demain, le message sera plus musclé." Dominique (93) dénonce, lui aussi, les "formules un peu trop prudentes. Nous faisons la critique de la société capitaliste. Est-ce que cela veut dire qu'il y a de bonnes sociétés capitalistes ?"

Christophe (03), constate, lui aussi, que les socialistes ont accepté les mécanismes de l'économie de marché : pour lui, il faut promouvoir le principe de l'économie mixte. Bernadette (18), reprend le terme : elle s'en sert pour qualifier la société qui est devenue une société mixte où hommes et femmes ont les mêmes



"La culture de gouvernement a été largement intériorisée par l'ensemble des militants. Mais ce réalisme ne signifie pas que les socialistes se contenteraient de petites réformes. Ils expriment une vraie volonté de transformation sociale. Le drame que nous vivons aujourd'hui, c'est la pénurie du travail." Henri Nallet ne doutait pas, en ouvrant les débats, que les délégués prendraient la parole à ce sujet. Mais il ne se doutait pas qu'ils la prendraient à ce point. Six heures de discussion ininterrompûe, passionnée, au rythme de cinq minutes par orateur.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

responsabilités. Il faut féminiser la vie politique, c'est-à-dire être fidèles au concret.

Actualité oblige, l'abrogation de la loi Falloux suscita de vigoureuses apologies de la laïcité. Pour Jean-Louis (40), elle est "le moyen d'intégration multiraciale, multireligieuse. C'est la liberté pour tous." Reste que la laïcité intransigeante n'est pas à gauche une valeur unanime. "J'espère qu'on ne retrouvera pas le clivage entre chrétiens et laïques. Il serait mortel", s'inquiète Michèle (71).

"Le développement du capitalisme ne va pas de pair avec le développement harmonieux de l'humanité." Tous les intervenants furent d'accord avec cette affirmation de Vincent. Alain Richard (95) constata que la France avait été plus vite et plus loin dans le remplacement du travail par le capital : il faut inverser ce mécanisme. La droite a fait des cadeaux au patronat, sans contrepartie. Le jour venu, la gauche devra imaginer ces contreparties : mieux vaut y réfléchir tout de suite.

"Nous devons changer d'ère", résume l'économiste -et militante- Christine Afriat. "Il faut substituer la logique de rentabilité sociale à la course à la productivité." Droit de chacun à une activité, aménagement du temps de formation tout au long de la vie, création d'emplois non directement liés aux besoins de la production : ses propositions sont à l'unisson de participants qui ont cessé d'attendre d'une reprise de la croissance le remède au chômage. Mais "comment passer de cette société de plein emploi à une société de pleine activité, en évitant les inégalités et le travail à plusieurs vitesses ?", se demanda Brigitte (83). La réponse est à réinventer dans une nouvelle forme de complexité. "L'accent sur le temps libre, le revenu social garanti, sont des idées attrayantes", rétorqua Pierre (30). Mais attention aux formules miracle. Il faut une industrie forte. En outre, le travail est la condition sine qua non de l'intégration sociale."

"La solidarité, résuma Michel (qui se présenta comme un sympathisant et un élu), est ce qui fonde notre identité de gauche. Elle se vit à titre personnel, mais c'est aussi une notion politique". Il demanda un "vrai

Pour un vrai contrat social, où la solidarité transcende tout

contrat social, où la solidarité transcende tous les sujets."

Sympathisante, Patricia ne le démentit pas. Elle éprouve au quotidien les difficultés multiples de la vie d'une femme seule avec trois enfants, frappée par le chômage, galérant pour payer un logement social au loyer trop lourd : "Il faut faire état de la détresse des exclus", plaida-t-elle. Et elle s'élèva contre la loi Pasqua qui va séparer dans une même famille les enfants nés français et leurs petits frères qui ne le seront pas. L'immigration, aussi, au cœur de l'intervention de Sylviane : "Ils travaillent, cotisent, payent des impôts et n'ont pas le droit de vote aux élections locales", déplora-t-elle, en soulignant que, "pour les jeunes beurs, l'interdiction de vote de leurs parents n'est pas un bon apprentissage de l'esprit républicain."

La solidarité, c'est aussi la lutte contre les inégalités de développement, pour un aménagement plus juste du territoire : "Nous sommes à l'aube d'une révolution copernicienne sur la notion d'aménagement du territoire", lança d'emblée François Geindre. "La désertification des campagnes, les difficultés de certains quartiers, sont de nouvelles formes d'exclusion et de ségrégation", souligna Jacques Chérèque. S'attaquer aux inégalités de développement, répartir inégalement les moyens au bénéfice des plus déhérités constitue un des axes fondamentaux d'un projet de société de gauche.

Dans ce panorama quasi exhaustif et toujours enthousiaste d'une société plus fraternelle, le logement : "Il y a des constructions de bureaux vides et des gens dorment dans des églises", s'insurgea une militante. Et nombreux sont ceux qui aspirent à ce que le droit au logement pour chacun entre dans la Constitution.

Rosette, militante (92), posa d'emblée la question clef : "Fallait-il absolument subir une si grande défaite avant de commencer à comprendre l'importance du débat ? La démocratie, est-ce simplement le fait d'aller mettre un bulletin de vote dans une urne puis le droit de se taire ?" Comme elle, plusieurs intervenants militent pour l'avènement d'une citoyenneté active, d'une participation de tous à la chose publique. Tel ce militant des Alpes-Maritimes : "Il faut donner aux citoyens des pouvoirs de décision. D'abord en approfondissant la décentralisation mais aussi en adaptant le rôle de l'Etat et des collectivités locales. Celles-ci doivent désormais fournir des informations, des données économiques qui permettent aux citoyens d'exercer réellement leur pouvoir."

Proposer un projet de société meilleure, plus juste, qui refonde la gauche, justifie l'engagement militant, redonne à rêver et incite à agir : le pari était de taille. Pari réussi. Avec leurs propositions foisonnantes, leurs enthousiasmes communicatifs, leurs idées dont on ne parlait pas au PS il y a seulement un an, les participants l'ont emporté. Haut la main.

Monique Grima
et Patricia Jaffray

Il y a des villes où la propreté est plus apparente.
On y est toujours pour quelque chose.



Il y a des villes où la qualité de vie est naturelle, plus préservée et mieux protégée. Regardez alors de plus près. Souvent, Plastic Omnium fait partie du décor. Avec sa gamme de produits esthétiques et fiables, ici le bac roulant, toutes ses prestations concrètes et ses équipes passionnées par leur métier, Plastic Omnium est un partenaire attentif et compétent pour tout ce qui contribue à rendre l'environnement de la cité plus agréable. Il y a des villes où la propreté est plus apparente. Vous y êtes aussi pour beaucoup. Plastic Omnium y est toujours pour quelque chose.

Plastic Omnium Systèmes Urbains. 1 rue du Parc 92300 Levallois. Tél. : (1) 40 87 64 00 - Fax : (1) 47 39 92 87

PLASTIC OMNIUM

DES HOMMES QUI AIMENT VOTRE VILLE.

AU CŒUR DES STANDS

"SOUVENIR DE LYON" : LYON CAPITALE DE LA SOIE

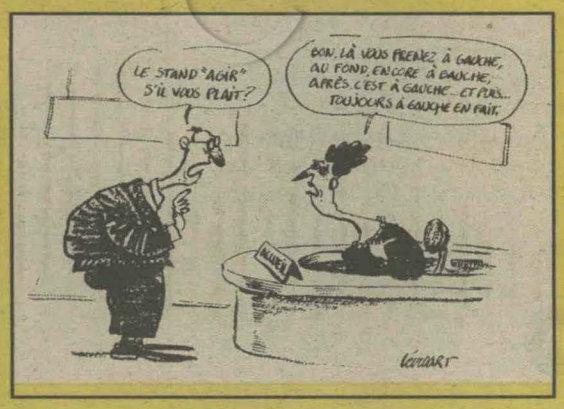
Simone Bouvier est d'origine lyonnaise et plus particulièrement du quartier de la Croix-Rousse, où les Canuts se sont battus pour sauver leur emploi. Elle est aussi permanente de la fédération de Lyon. "Cette ville devait être représentée", explique-t-elle. Et comme Lyon est la capitale de la soie, Simone, en collaboration avec "La Maison des Canuts" (une coopérative d'artisans), propose une série d'articles en soie, foulards, cravates... Tous les délégués ont reçu un petit foulard de soie en cadeau… et Michel Rocard y a acheté une cravate.

FEDERATION NATIONALE LEO-LAGRANGE : TRES DYNAMIQUE EN RHONE-ALPES

Avec, notamment, la présence de Bernard Derosier, président, d'Alain Sauvreneau, secrétaire général, d'Yves Blein, délégué régional Rhône-Alpes, la Fédération nationale Léo-Lagrange est largement représentée. Son stand permet de faire le point sur ses activités traditionnelles : séjours, formation... La fédération Rhône-Alpes, présidée par Jacques Badet, est l'une des plus dynamiques de la communauté Léo-Lagrange. Née en 1977, elle compte 20.000 adhérents, emploie 300 salariés permanents et enregistre un chiffres d'affaires de 130 millions de F. Elle vient de développer un nouveau type d'intervention auprès des collectivités. Elle propose une prestation complète de gestion de services publics comme, par exemple, en Vaulx-en-Velin (69), où elle prend en charge toute l'organisation de l'opération été-jeunes.

MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES : LA CARTE DE L'EUROPE

Ils sont plus de cinq cents présents à Eurexpo. Sur leur stand, on joue la carte de la convivialité et de l'Europe. On peut déguster une série de bières provenant de tous les pays d'Europe. Le principe est simple : avec 20 F, vous dégustez une bière. Si vous découvrez d'où elle vient, le MJS vous en offre une autre. Les jeunes socialistes présentent aussi le festival international des Mouvements des jeunes socialistes qui aura lieu à Porto du 19 au 25 juillet. A découvrir aussi pin's, tee-shirts... ambiance sympathique assurée !







"VENDREDI" ET "VENDREDI-IDEES" : L'OCCASION DE S'ABONNER

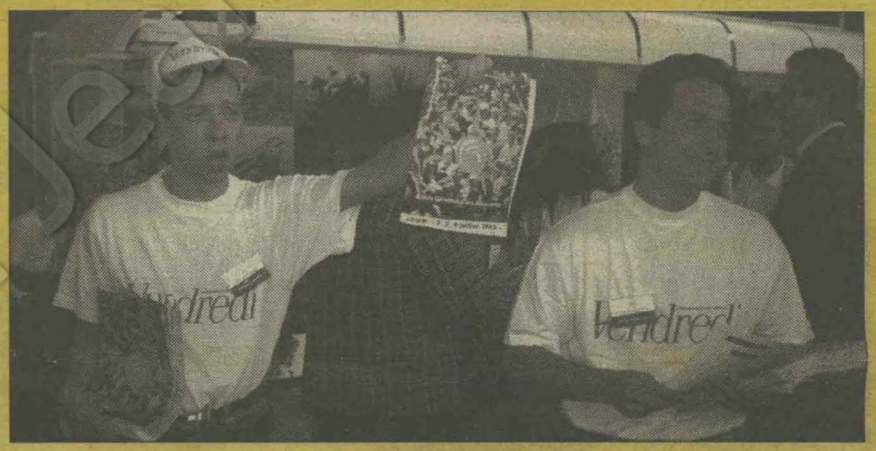
Et d'abonner ses amis, de faire découvrir nos journaux ! Toutes les personnes qui prendront un abonnement pendant les Etats généraux recevront un agréable petit cadeau. Une dizaine de jeunes gens, tous issus d'une section lyonnaise, reconnaissables à leur tee-shirt "Vendredi" vont circuler parmi vous avec nos journaux sous le bras. Réservez-leur un bon accueil et venez nous rencontrer sur notre stand.

DROITS DE L'HOMME : DES LIVRES SUR L'INTEGRATION

Sur le stand du secteur des droits de l'homme du Parti, Yasmina propose des livres particulièrement intéressants sur l'intégration, la lutte contre le racisme, les droits des enfants, avec, notamment, des ouvrages destinés aux plus jeunes. A découvrir le livre de Mehdi Lallaoui : "Toute l'histoire des bidonvilles aux HLM" (Syros). Le stand accueille également une exposition photographique sur les bidonvilles. Autre ouvrage à consulter : "Génération métisse", écrit par Amadou Gaye, préfacé par Yannick Noah. L'auteur est présent à Eurexpo et dédicacera son livre. Pendant trois jours, Yasmina diffusera sur son stand de la musique du monde entier. Dépaysement garanti !

HOMOSEXUALITES ET SOCIALISME : "PRESERVER NOTRE LIBERTE"

"Cette association a dix ans, explique son président, Stéphane Martinet. Nous pensons qu'elle est le cadre politique qui permet de confirmer notre liberté de vie, notre choix de mode de vie. C'est par le cadre légal que l'on fait reculer les exclusions." Cette association se bat notamment pour que la déportation nazie des homosexuels soit officiellement reconnue, pour que l'Education nationale mentionne l'homosexualité où cela est nécessaire, pour l'adoption du projet de loi du contrat d'union civile et pour que tout homosexuel étranger persécuté comme tel puisse bénéficier du droit d'asile. Sur le stand, le président présente des essais sur le sida, l'homosexualité, des romans....



BOUTIQUE PARTI SOCIALISTE : NOUVEAUX GADGETS

Michèle, Geneviève, Béatrice, Jean-Michel et Philippe vous attendent pour vous présenter les derniers gadgets aux couleurs des Etats généraux : stylos, porte-clefs, tee-shirts, aimants qui portent le soleil de l'espoir. La boutique, c'est aussi plein d'autres idées cadeau. C'est le moment d'y aller.

LA MEMOIRE COURTE : L'ACCENT SUR LES INITIATIVES POSITIVES

Fondée en 1984 par Janine Tillard et René Dreyfus, cette association groupe des amis de gauche indépendants des courants. Elle compte une dizaine d'antennes régionales, organise des débats et propose un bulletin mensuel (5.000 abonnés) avec des articles sur l'actualité politique et économique. "Nous essayons de parler de choses positives, explique Pierrette Gourgues, responsable Rhône-Alpes. Sur le stand, est présente également Stefania Ceccarelli, permanente nationale de la Mémoire courte.

C.L.

Vendredi

10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
Tél. (1) 45.56.78.57 - Fax (1) 45.51.47.03

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Jack Queyranne

REDACTRICE EN CHEF : Lyne Cohen-Solal

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Jacques Garat

SECRETAIRE GENERAL DE LA REDACTION : Jacques Goubin

ONT PARTICIPE A LA REDACTION DE CE NUMERO :

Jean-Pierre Bedéï, Bernard Chaouat, Monique Grima, Patricia Jaffray, Chrystie Lipani, Ghislaine Toutain, Maryline Trassard

SECRETAIRE DE REDACTION : Vanda Gervasio

MAQUETTE ET MONTAGE : Flavienne Allar, Sandrine Girard

INFOGRAPHIE : Jean-Pierre Pécau

REVISION: Jean-François Gantois

PHOTOS : Pascal Lebrun - ILLUSTRATIONS : Philippe Lechien

ADMINISTRATION GESTION : Madeleine Darbel

SERVICE LECTEURS : Marie-Reine Jost, Marie-Lou Le Bras

PUBLICITE : Pyramid Conseil

PHOTOGRAVURE : Deleatur Lyon

IMPRESSION: Rhône offset press (Irigny)

N° de commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par Les Nouvelles Editions de l'An 2000